

---

## **ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT**

18, rue Marcellin Berthelot  
**94140 ALFORTVILLE**

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs, les membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Muse en Circuit relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les immobilisations corporelles, représentatives notamment de biens immobiliers et de leurs agencements, figurant au bilan au 31 décembre 2024, pour un montant net de 1 006 800 euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Les biens immobiliers sont évalués à leur coût d'acquisition et ont fait l'objet d'une approche par composants selon les modalités décrites dans les paragraphes « Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles » et « Amortissement et dépréciation de l'actif » de la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association Muse en Circuit, décrite dans les paragraphes et la note de l'annexe précités, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe appelé à statuer sur les comptes.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de ce jour.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette

incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 juin 2025  
Le Commissaire aux comptes

  
**GMBA SELECO**  
Représentée par  
**François GONÇALVES**

## COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

-----

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...	22 009	22 009	-0	-0
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	203 930		203 930	203 930
	Constructions	775 462	294 275	481 188	449 602
	Installations techniques, matériel, ...	674 597	657 150	17 448	34 302
	Autres immobilisations corporelles	1 123 984	820 038	303 946	370 642
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	290		290	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>		2 800 272	1 793 471	1 006 801	1 058 476
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	<b>CRÉANCES</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 904	4 482	2 422	25 325
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	131 847		131 847	201 492
	Capital souscrit appelé non versé				
	<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie	10 706		10 706	10 507
	<b>DISPONIBILITÉS</b>	5 342		5 342	19 373
	<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	1 708		1 708	1 226
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>		156 506	4 482	152 024	257 923
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		2956 778	1797 954	1158 825	1 316 399

Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>RÉSERVES</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	230 776	192 534
	<b>REPORT À NOUVEAU</b>		
	<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>	13 478	38 242
	<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>		
	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	255 260	279 648
	<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>		499 514	510 424
AUTRES F.P.	Avances conditionnées		
	Produit des émissions de titres participatifs		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)</b>			
	Total fonds reportés et dédiés (II)	50 000	63 000
	Fonds dédiés reportés	50 000	63 000
	<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>	50 000	63 000
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	441 288	507 912
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 545	142 427
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	58 002	63 321
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	477	315
	Produits constatés d'avance	25 000	29 000
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>		609 311	742 975
Écarts de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)</b>		1 158 825	1 316 399



# Compte de résultat



Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	15	15
	Total des ventes de biens et services	241 099	390 548
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	227 457	387 053
	dont parrainages	13 642	3 495
	Produits de tiers financeurs	774 000	768 390
	Concours publics et subventions d'exploitation	774 000	761 390
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		7 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	827	
	Utilisations des fonds dédiés	63 000	129 154
	Autres produits	572	723
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 079 514	1 288 830
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	407 127	515 835
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	18 751	20 842
	Salaires et traitements	350 186	374 165
	Charges sociales	145 368	178 495
	Dotations aux amortissements et aux provisions	113 464	106 886
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	4 482	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés	50 000	63 000
	Autres charges	25 051	49 035
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		1 114 429	1 308 258
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-34 916	-19 428

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	210	104
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		210	104
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	14 577	14 876
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		14 577	14 876
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		-14 367	-14 772
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		-49 283	-34 201
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	65 138	79 014
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		65 138	79 014
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		65 138	79 014
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		2 378	6 571
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		1 144 862	1 367 948
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		1 131 384	1 329 706
EXCÉDENT OU DÉFICIT		13 478	38 242
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
TOTAL			
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
TOTAL			

# Annexes



# Préambule

## Introduction à l'annexe

L'association LA MUSE EN CIRCUIT a pour but d'initier, de promouvoir, de réaliser, de développer, de valoriser, de produire, de coproduire et de mettre en œuvre des actions de création (commandes, résidences, accueils, montages d'œuvres et d'événements musicaux, enregistrement..) de création radiophonique, de diffusion (concerts, performances, expositions, festivals, labels, CD..), de pédagogie (organisation de stages, classes radio et électroacoustique et de recherche dans tous les domaines des musiques d'aujourd'hui.

L'association est subventionnée par la DRAC Ile de France, le département Val de Marne, la Région Ile de France et la Ville d'Alfortville.

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 158 824,72 €**.

Le résultat net comptable est un excédent de **13 477,77 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 06/05/2025 par le trésorier.

L'association ne fait pas appel à la générosité du public et elle ne reçoit pas de fonds de l'étranger.

## Evénements significatifs

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

# Principes et méthodes comptables

## Règlement comptable

### Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

- ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 28 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

## Liste des méthodes

### Immobilisations incorporelles et corporelles

#### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont inscrits directement en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### **Amortissement et dépréciation de l'actif**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
<b>Bâtiments, installations et agencements</b>	
Agencements et aménagements	De 05 à 25 ans
Constructions	De 15 à 50 ans
Agencements	N/A
Mobilier	N/A
Travaux	N/A
<b>Matériel et outillage</b>	
Matériel	3 à 10 ans
Outillage	3 à 10 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	
Mobilier	5 ans
Matériel informatique	3 à 10 ans
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Afin de répondre aux préconisations du règlement CRC n°2004-06 sur les actifs, l'ensemble des constructions ont fait l'objet d'une décomposition par composant. En l'absence de sources réglementaires, il a été retenu, pour la décomposition, la grille composée de l'annexe A de l'avis 2004-11 du 23 juin 2004 relatif aux modalités d'application par composants et des provisions pour gros entretien dans les organismes du logement social (résultant du règlement n°2000-06 relatifs aux passifs et du règlement n°2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, modifié par le règlement n°2003-07) :

Composants	Répartition	Durée amortissement
Structure	80,5%	50
Menuiseries extérieures	3,3%	25
Chauffage	3,2%	25
Étanchéité	1,1%	15
Ravalement	2,1%	15
Electricité	5,2%	25
Plomberie	4,6%	25

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Aucune provision pour risques et charges n'a été constatée au 31 décembre 2024.

## Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

## Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

## Subventions :

### **Inscription proratisée :**

#### Subventions d'exploitation :

Pour le traitement des subventions d'exploitation accordées sur plusieurs exercices, une distinction est faite entre la partie de la subvention relative à l'exercice et qui relève des fonds dédiés pour la partie non utilisées et la partie de la subvention relative aux exercices futurs qui est inscrite en produits constatés d'avance.

#### Subventions d'investissement :

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en compte de bilan et reprises au compte de résultat au rythme des amortissements pratiqués sur les investissements qu'elle finance.

Pour les subventions d'investissement, seule la quote-part de la subvention relative aux investissements engagés est à constater dans la mesure où la subvention est versée sous condition de réaliser les investissements. La subvention d'investissement de 109 750 € de la DRAC notifiée en 2023 a été constaté pour 109 750 € au 31 décembre 2024 (dont 69 000 € constaté au 31 décembre 2023)

## Fonds dédiés :

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être consommée conformément à l'engagement pris à leur égard a été comptabilisée au compte de passif 19 "Fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte 689 "Reports en fonds dédiés". Un projet défini répond aux deux conditions suivantes : participer à la réalisation d'une partie spécifique de l'objet de l'entité ou d'une cause particulière et être clairement identifiable avec des charges imputables au projet étant individualisables.

En l'absence de précision et de position de l'administration fiscale, les fonds dédiés ont été considérés comme fiscalement déductibles.

## CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'est à observer.



# Postes du bilan et du compte de résultat

## Informations relatives à l'actif

### Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles	22 009			22 009
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	203 930			203 930
Constructions	724 320	51 142		775 462
Installations techniques, matériel e...	674 597			674 597
Autres immobilisations corporelles	1 113 627	10 357		1 123 984
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Prêts				290
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1  
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

En 2024, des travaux ont été effectués sur le toit pour 51 142,27 €.

### Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres	22 009			22 009
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	274 718	19 557		294 275
Installations techniques, matériel e...	640 296	16 854		657 150
Autres	742 986	77 052		820 038
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent  
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières	290	290		
Clients douteux	4729	4729		
Autres créances clients	2176	2176		
Personnel et comptes rattachés	391	391		
Sécurité sociale et autres org. soci...	222	222		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	841	841		
TVA	7741	7741		
Autres impôts	1021	1021		
Divers	117650	117650		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	3980	3980		
Charges constatées d'avance	1708	1708		
TOTAL	140749	140749		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

Les créances diverses s'élèvent à hauteur de 117 650.21 € et se décomposent comme suit :

- 50 000€de reliquat région IDF PAC;
- 30 000€ de reliquat de la subvention régional 23-24;
- 3 250.21€ d'aide SPEDIDAM;
- 10 000€ de reliquat PAC 23-24;
- 2 400€ de reliquat CNM ASTER;
- 2 000€ de reliquat aide à la création 2023;
- 20 000€ CREAC OOOM;

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	1708	
TOTAL	1708	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	192 534	38 242			230 776
Excédent ou déficit de l'exercice	38 242	-38 242	13 478		13 478
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	279 648		40 750	65 138	255 260
Provisions réglementées					
TOTAL	510 424		54 228	65 138	499 514

Les investissements relatifs à la subvention d'investissement de la DRAC de 109 750 € ont été effectués en totalité au 31 décembre 2024. Ainsi, le solde de la subvention d'investissement de la DRAC a été constaté dans les comptes 2024 pour 40 750 €.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés de 2023 ont été utilisés en 2024.

Variation des fonds dédiés issus de	Ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts	Clôture de l'exercice
Subvention REGIO IDF 9REGI	30 000		30 000		0
Subvention PLAN CHORALE 2023 et 2024	10 000		10 000		0
Subvention DRAC PROMETEO	23 000		23 000		0
Subvention DRAC CPL	0	30 000			30 000
Subvention CREAC 25 OOOM	0	20 000			20 000
TOTAL	63 000	50 000	63 000		50 000

Les fonds dédiés s'élèvent à 50 000 euros au 31 décembre 2024 :

- 30 000 € pour mieux produire et diffuser par la DRAC CPL ;
- 20 000 € pour CREAC 25 OOOM ;

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissem...	441288	65390	273829	102 069
Emprunts et dettes financières div...				
Fournisseurs et comptes rattachés	84545	84545		
Personnel et comptes rattachés	21669	21669		
Sécurité Sociale et autres org. soci...	28616	28616		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	6 190	6 190		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 527	1 527		
Dettes sur immobilisations et com...				
Groupe et associés				
Autres dettes	477	477		
Produits constatés d'avance	25000	25000		
TOTAL	609311	609311		
Emprunts souscrits en cours d'exe...				
Emprunts remboursés en cours d'e...	66625			
Montant des emprunts et dettes c...				

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 25 000 € et se décomposent comme suit :  
- 25 000 euros de la PAC 2024/2025

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la cloture
CR/ REGION VAL DE MARNE	EQUIPEMENT	91615			91615
ETAT	EQUIPEMENT	241792,62			241792,62
DRA/REGION 2012	EQUIPEMENT	253839			253839
DRAC 2023	EQUIPEMENT	69000	40750		109750
SUBVENTION VAL DE MARNE	EQUIPEMENT	5000			5000
TOTAL		661 247	40750		701 997

La DRAC a attribué en 2023 une subvention dans la limite de 109 750 € pour l'opération de rénovation et isolation de la toiture (Pour 2024), la création d'une cabine d'enregistrement et l'acquisition de matériels techniques et scéniques. Cette subvention a été comptabilisée au fur et à mesure de la réalisation de l'investissement financé pour 69 000 € au 31 décembre 2023 et le solde pour 40 750 € en 2024.

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la cloture
CR/ REGION VAL DE MARNE	EQUIPEMENT	21665	1084,08		22749,08
ETAT	EQUIPEMENT	229563	20701,65		250264,65
DRA/REGION 2012	EQUIPEMENT	103734	28472,6		132206,6
DRAC 2023	EQUIPEMENT	3965	273		4238
SUBVENTION VAL DE MARNE	EQUIPEMENT	22672	14607		37279
TOTAL		381 599	65138,33		446 737

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Les subventions suivantes ont été octroyées pour un total de 774 000.42 euros en 2024 :

- 6 500.42€ pour la SPEDIDAM ;
- 8 000€ pour le CNM ;
- 590 000€ pour la DRAC IDF;
- 85 000€ pour le département VAL DE MARNE ;
- 50 000€ de la PAC Region IDF 24/25 ;
- 20 000€ de CREAC OOOM ;
- 14 500€ du FONPEPS ;

Subventions d’exploitation Article 431-9

Art. 431-9 / information sur les montants des concours publics et subventions octroyées dans l'exercice						
	Union Européenne	Etat	Collectivité territoriales	CAF	AUTRES	TOTAL
Concours publics						
Subventions d'exploitations		612500	155000		6500,42	774000,42
Subventions d'investissement		40500				
TOTAL		653000	155000	0	6500,42	774000,42

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **12 400€ HT**.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels de 65 138.33 € correspondent à la quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat.

## Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

### Information sur les rémunérations

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

# Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Personnel Salarié	Personnel mis à disposition	Total
Cadres	3		3
Non-cadres	3		3
TOTAL	6		6



## Informations complémentaires

### Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun.

### Engagements financiers et autres informations :

Emprunt du : achat des locaux  
Montant initial de cette garantie : 70 000  
Montant restant dû en capital : 246 758  
Nature de la sûreté réelle : Caution

Emprunt du : Travaux  
Montant initial de cette garantie : 35 000  
Montant restant dû en capital : 7 384  
Nature de la sûreté réelle : Caution

Emprunt du : Travaux  
Montant initial de cette garantie : 245 000  
Montant restant dû en capital : 175 482  
Nature de la sûreté réelle : Privilège du prêteur de 225 000 €

Emprunt du : Travaux nouveaux locaux  
Montant initial de cette garantie : 60 000  
Montant restant dû en capital : 16 866  
Nature de la sûreté réelle : Caution I F C IC à hauteur de 70% du principal du crédit

Evénements postérieurs à la clôture

Néant.